

COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale.

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 20 AVRIL 2024 - n° 1326

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

Moyen-Orient : des risques d'extension de la guerre

Dans la nuit du 13 au 14 avril, l'Iran a lancé des drones et des missiles en direction d'Israël. Ces drones ont été à 99 % interceptés et détruits en plein vol par l'armée d'Israël et ses alliés dont la France et les États-Unis. L'attaque de l'Iran était une riposte à celles d'Israël. Maintenant l'État hébreu parle de riposter à la riposte. Avec en plus les tirs du Hezbollah depuis le Liban et ceux des Houthis du Yémen, il y a un risque d'embrassement encore plus puissant de cette région du Moyen-Orient.

Depuis l'attaque barbare déclenchée par le Hamas le 7 octobre 2023 contre Israël, ce dernier se déchaîne sur la bande de Gaza. Pour se venger de l'humiliation d'avoir été ainsi attaqué et de n'avoir pas su se prémunir, il déverse sur Gaza un déluge de bombes et massacre la population.

Aux bombardements meurtriers et destructeurs, s'ajoutent la crise humanitaire et la famine à Gaza organisée par le gouvernement d'Israël. Les hôpitaux signalent des enfants morts de malnutrition. Bilan à ce jour : 33 000 morts. Dont 10 000 enfants.

La guerre de colonisation menée par Israël sur le peuple palestinien est permanente depuis plus de 70 ans, avec la complicité des pays impérialistes. Cette colonisation est actuellement aggravée par le gouvernement d'extrême droite d'Israël mené par Netanyahu.

Il faut dire qu'Israël est à la bonne école : l'école impérialiste. Cet État utilise les mêmes méthodes barbares que ses mentors. Les gouvernements impérialistes n'hésitent pas à massacrer des populations entières pour les soumettre ou se venger.

En 2001, les États-Unis avaient pris comme prétexte les attentats du 11 septembre au World Trade Center pour quasiment bombarder l'Afghanistan. En Irak en 2003, la coalition menée par les États-Unis contre Saddam Hussein avait menti sur l'existence d'armes de destruction massive pour attaquer l'Irak. Là encore ils ont puni les populations de ce pays, sous les bombes.

Aujourd'hui, l'État d'Israël reçoit des armes et du soutien logistique de la part de ses alliés de l'Occident. Les États-Unis livrent des avions de chasse valant plusieurs milliards de dollars. En 2022, la France a vendu à Israël l'équivalent de 25,5 millions d'armes. Les bases militaires occidentales fleurissent dans toute la zone. La France en possède en Jordanie et en Syrie.

Les dirigeants des pays impérialistes soutiennent Israël pour maintenir leur présence dans cette région si convoitée pour son emplacement stratégique, son pétrole et ses minéraux précieux.

Officiellement, ces mêmes dirigeants demandent un cessez-le-feu à Gaza et l'apaisement dans la région. Mais

pendant qu'ils prônent la paix, ils attisent la guerre en armant Israël. « *Nous ne cherchons pas l'escalade mais nous continuerons à défendre Israël et à protéger nos effectifs dans la région* », a déclaré Antony Blinken, le chef de la diplomatie américaine.

Au bout du compte, ce sont les grandes puissances qui décideront de la suite de ce conflit. Ce sont elles qui accepteront ou non l'extension régionale du conflit si elles estiment que c'est nécessaire à leur domination.

Toutes les grandes puissances augmentent leurs budgets militaires pour se préparer à une guerre d'une plus grande ampleur.

Voici la réalité du système capitaliste : une partie de l'argent public ponctionné dans les poches des travailleurs et de la population sert à préparer la guerre alors qu'on manque d'écoles, d'hôpitaux, de routes en bon état, d'un réseau d'eau potable digne de ce nom en Guadeloupe, de transports publics...

Seuls les exploités du monde entier pourront mettre fin à la barbarie en renversant le capitalisme par la révolution.

Martinique Vedettes Tropicales : victoire des salariés



LIRE p. 2

Guadeloupe Centre pénitentiaire : la mobilisation des agents

LIRE p. 2

Élections européennes du 8 juin 2024 La liste « Lutte ouvrière - Le camp des travailleurs », une liste communiste révolutionnaire internationaliste.

LIRE p. 5

Haiti Un conseil présidentiel contre les intérêts des masses pauvres

LIRE p. 6

Martinique

Vedettes Tropicales : victoire des salariés

Pendant 40 jours, les salariés (navigants et sédentaires) des Vedettes Tropicales ont cessé le travail pour exiger que des rémunérations dues par leurs employeurs depuis plusieurs années leur soient versées. Organisés en Comité de grève, soutenus par la CGTM, ils ont signé un accord après plusieurs séances de négociation, avec à la clé la satisfaction de toutes leurs demandes.

Samedi 6 avril 2024, au siège de Martinique Transport (MT), le président de cette organisation satellite de la Collectivité Territoriale de Martinique, le gérant de Vedettes Tropicales et la délégation salariale ont signé un protocole d'accord de fin de conflit. En présence également d'une inspectrice du travail. Cette signature est intervenue après que les grévistes ont pris connaissance de chaque article

de l'accord qu'ils ont validé par des applaudissements nourris. Qu'on en juge.

D'abord, Concomme, gérant des Vedettes tropicales, est écarté et c'est Martinique Transport qui va directement gérer l'activité de transport des passagers jusqu'au 30 juin 2024 dans le cadre d'une Régie provisoire. Ensuite, des arriérés de primes diverses conventionnelles sur trois ans s'élevant à près de 800 000 euros leur

seront payées, ainsi que le paiement de l'intégralité des jours de grève. Enfin, en réparation « du lourd préjudice du fait de la mauvaise exécution par l'employeur de ses obligations, une indemnité globale transactionnelle et forfaitaire de 300 000 euros » leur sera versée et Martinique Transport veillera à « l'amélioration de leurs conditions de travail, avec entre autres, la mise en place de me-

sures appropriées et efficaces pour protéger le personnel victime d'agressions ».

Les grévistes de Vedettes Tropicales ont mené un mouvement jugé exemplaire et largement salué. De nombreux travailleurs ont exprimé le souhait que d'autres salariés s'en inspirent lors de futures luttes. ■

Éducation : coup de colère au collège Gérard Café

Les personnels enseignants du collège Gérard Café au Marin ont cessé le travail du lundi 8 au jeudi 11 avril 2024. La cause de ce coup de colère vient de l'annonce de suppressions de classes alors qu'ils font déjà face à d'autres difficultés d'ordre matériel qui ne sont pas résolues.

Le gouvernement a décidé de faire des économies pour, dit-il, assainir les finances publiques et rétablir l'équilibre budgétaire. Parmi les secteurs choisis, celui de l'Éducation. Des centaines de suppressions de postes ont donc été programmées, dans les écoles, collèges et lycées. En outre, quand le gouvernement ne peut intervenir directement sur le

recrutement des agents et l'entretien des bâtiments qui relèvent des collectivités comme la CTM, il réduit sur les moyens financiers accordés à ces dernières, ce qui a pour conséquence de limiter leurs moyens d'action.

Les personnels sont confrontés à des conditions de travail difficiles comme le fait de travailler dans des modulaires non climati-

sés, au milieu de bâtiments en ruine depuis le tremblement de terre de 2007. Les représentants de la CTM se sont déplacés pour rencontrer les personnels sur le site et faire un point. Du côté du rectorat, c'est la même démarche qui a été adoptée par la rectrice. Cette dernière a joué à celle qui découvrait l'ampleur des problèmes dénoncés et a promis de

revenir fin juin avec des propositions. On peut difficilement faire mieux en matière d'hypocrisie.

Les personnels enseignants ont décidé de suspendre leur mouvement et ont repris le travail vendredi 12 avril. Tout en rappelant qu'ils n'étaient pas dupes et qu'ils se mobiliseraient à nouveau tant qu'ils n'auraient pas des solutions satisfaisantes.

Guadeloupe

Centre pénitentiaire : la mobilisation des agents

Le 11 avril, les agents du centre pénitentiaire de Baie-Mahault étaient mobilisés.

Une partie a refusé d'entrer au travail, empêchant ainsi le fonctionnement normal de l'établissement.

Les extractions et les arrivées ont dû être suspendues.

C'est l'agression de deux surveillants en moins de 24 heures qui est à l'origine du mécontentement. Les agents dénoncent le manque d'effectifs et réclament des embauches.

Certaines unités ne sont surveillées que par un seul agent, là où ils estiment qu'il en faut au moins deux. Ils exigent aussi la création d'unités spécialisées pour la prise en charge des nom-

breux détenus qui présentent des troubles psychiatriques.

Par leur mobilisation ils ont pu se faire entendre. Les agents attendent maintenant des mesures de leur direction.

Filière canne : la mobilisation des petits planteurs continue

Les petits planteurs de canne réunis en collectif poursuivent leurs actions contre le dictat de l'usine Gardel. Ces dernières semaines ils ont organisé des opérations escargot notamment à Morne-à-l'Eau et Baie-Mahault. Ils ont aussi érigé un barrage dans la commune de Sainte-Rose. Des meetings de soutien et d'information ont été organisés avec la participation d'organisations politiques et syndicales du

mouvement ouvrier, dont Combat ouvrier. Ces meetings ont réuni à chaque fois plus de 200 personnes.

Depuis le début de la récolte, les petits planteurs du collectif refusent de couper leurs cannes et de les livrer à l'usine de Gardel (seule usine sucrière en Guadeloupe continentale). Ils exigent de l'usine une plus juste rémunération de leur travail : 120 euros par tonne de canne et sans autres

conditions. Ces planteurs se sont endettés lors de la récolte de l'année dernière à cause du prix trop bas payé par Gardel. Après plusieurs négociations avec le concours de la préfecture, la Région, le Département, les dirigeants de Gardel refusent toujours d'apporter une réponse favorable aux petits planteurs.

Le boycott à la vente met une certaine pression sur l'usinier. Mais la pression la plus forte ne

peut venir que des ouvriers de l'usine Gardel. Ce sont eux qui ont le pouvoir d'arrêter la machine à sous. L'usine Gardel fait ses profits en escroquant les planteurs mais aussi en exploitant la force de travail de ses ouvriers. La solidarité, et encore plus celle des ouvriers sera un facteur décisif dans ce conflit. ■

Liberté pour Hervé Pinto

Le procès d'Hervé Pinto est fixé au mardi 23 avril au tribunal de Fort-de-France. L'arrestation du militant et son incarcération ont soulevé de l'indignation dans la population. Des manifestations de colère ont eu lieu de la part de certains jeunes dans les soirées des 10, 11 et 12 mars à Fort-de-France. Des voitures, des distributeurs de billets et certains commerces ont été brûlés. Des militants et aussi des jeunes se sont affrontés aux forces de police.

Depuis le 10 mars dernier, Hervé Pinto est enfermé à la prison de Ducos comme s'il était un mal-facteur. Pourtant c'est lui qui, depuis des années, se bat devant la justice pour récupérer des terres ayant appartenu à son arrière-grand-père, Félix Grat et dont il est cohéritier.

Ces terres, situées au quartier Clouette sur les hauteurs de Trois-Îlets, auraient fait l'objet d'actes de vente illégaux voire frauduleux. Malgré des actions judiciaires en cours en faveur de M. Pinto, elles sont aujourd'hui loties et plusieurs villas sont construites et occupées, avec la

complicité plus ou moins passive des autorités... De nombreuses organisations syndicales, associatives, politiques, dont Combat ouvrier, se sont mobilisées contre la répression judiciaire et policière vis-à-vis de Pinto. Elles ont dénoncé l'action d'une justice coloniale, une justice à deux

vitesse, laxiste envers les forts mais toujours prête à s'acharner sur les plus faibles. Elles exigent la libération immédiate d'Hervé Pinto.

Tous au procès d'Hervé Pinto le mardi 23 avril. Rendez-vous à 7 heures, Maison des syndicats à Fort-de-France.

À propos des problèmes de terres

Depuis le début de l'année, diverses organisations politiques, syndicales et associations ont organisé des mobilisations contre la spoliation des terres en Martinique par un « réseau de corruption ». Au cours de la conférence de presse du mercredi 27 mars dernier, des gens de la population se sont rassemblés à la Maison des syndicats pour dire que des terres appartenant à leurs parents sont occupées, sans même qu'ils aient eu de demandes de ventes.

Cette situation a pris depuis bien longtemps une tournure politique. C'est ainsi qu'on a vu par exemple Francis Carole, conseiller territorial et président du Palima (Parti pour l'indépendance de la Martinique) ou Serge Letchimy, président exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, intervenir à ce sujet sur les ondes des radios et télévisions.

Au cours de l'émission radio "Sazot ka di" du jeudi 11 avril, Francis Carole, a dénoncé l'existence « d'un réseau de corruption »... et de personnes « qui s'approprient frauduleusement des terrains ». Et d'ajouter que : « ce ne sont pas des affaires marginales ou exceptionnelles », et que « l'Assaupamar (Association de Sauvegarde du Patrimoine Martiniquais) recense plus de 200 cas connus ». Ces situations viendraient illustrer « une mise

en place de réseaux de corruption pour abuser et tromper des personnes n'ayant pas connaissance de toutes les subtilités juridiques en matière foncière et immobilière ».

Serge Letchimy, quant à lui, a été obligé de s'adresser plutôt à l'État, donc au préfet Jean-Christophe Bouvier, par courrier du 2 avril pour lui demander : « une mobilisation sans précédent pour faire face aux désordres fonciers que connaît la Martinique, désordres qui sont à l'origine de contentieux, voire de drames ». Il a proposé au gouvernement la mise en place d'une conférence sur le foncier en Martinique pour : « trouver collectivement des solutions adaptées aux réalités locales et la création d'une Mission d'État visant à régler ces contentieux ». La ministre déléguée aux Outremer, Marie Guévenoux, a répon-



du favorablement à cette demande. Par contre, à aucun moment, Serge Letchimy n'a exigé la libération d'Hervé Pinto détenu en prison depuis le 10 mars dernier.

Cette situation de spoliation de terres ne date pas d'aujourd'hui, et ce n'est pas étonnant. Nous sommes dans un pays où demeure une situation de type colonial, où tous les droits sont

donnés à des riches possédants de terres, de la corruption à l'empoisonnement au chlordécone ou autres pesticides, etc.

Pas étonnant que la justice se montre clémente et laxiste contre le non respect des droits judiciaires et fonciers, des droits des travailleurs.

Guadeloupe

Bois-Joli : les résidents méritent mieux

À la résidence de Bois-Joli aux Abymes les ordures s'amoncellent : épaves de voitures, déchets ménagers... Des eaux usées et des excréments se déversent sur une chaussée remplie de trous.

Forcément, tout cela attire les nuisibles qui rentrent dans les appartements. Des arbres dangereux menacent les piétons.

L'éclairage public est défaillant. Les équipements de collecte des déchets sont sous dimensionnés

par rapport au nombre de personnes qui habitent la cité et le ramassage des ordures n'est pas assez régulier.

Les locataires se sont regroupés dans une association de résidents pour se faire entendre.

La SIG (Société immobilière de Guadeloupe), le bailleur social, ne fait pas l'entretien qu'il faut.

La Municipalité et la Communauté d'agglomération ont aussi une responsabilité. Chacun se renvoie la balle.

Bois-Joli est l'un des quartiers les plus pauvres de la commune. Les conditions de vie se dégradent d'autant plus vite dans ces quartiers populaires que le sort des plus pauvres n'est pas la préoccupation des dirigeants de cette société.

Grand-Camp : le canal, une déchetterie ?

La zone de Grand-Camp aux Abymes est une zone humide de mangrove comblée pour les constructions.

Récemment, un média a filmé un amoncellement de déchets, principalement plastiques, encombrant une buse d'un des canaux du quartier.

La municipalité a des obligations de salubrité publique. D'autant que la santé et la sécurité des riverains est en jeu. En avril 2022, lors d'un important

épisode pluvieux, un véhicule a été emporté par la montée d'un canal de Grand-Camp. Le conducteur est mort noyé.

Pourvu que l'alerte de ce média

permette l'organisation du curage du canal.

Nouvelles attaques contre les travailleurs

Le gouvernement cette fois s'en prend aux travailleurs les plus précaires : les chômeurs et les malades. Aux chômeurs il annonce la réduction de la durée de leurs indemnités de 18 à 12 mois. Les chômeurs en fin de droit devront même être privés de l'allocation spécifique de solidarité (ASS) qui est remplacée par le RSA qui lui n'ouvre pas les droits à la retraite.

Alors que trouver du travail devient de plus en plus difficile, le ministre ose dire que ces mesures sont faites pour « inciter » au travail ! Ce sont les travailleurs privés d'emploi qu'il condamne à la pauvreté tout en les traitant de fainéants.

Aux malades on annonce que le reste à charge par boîte de médicament est passé de 50 centimes à 1 euro, le gouvernement parle de participation « forfaitaire » alors que l'ensemble des travailleurs financent les caisses de la sécurité sociale, et que leurs patrons bénéficient de 85 millions d'exonérations et de cotisations. En plus, il est annoncé que les

jours de carence en cas d'arrêt de travail passeront de 4 à 5 jours voire à 7 jours, que les patrons annoncent ne pas vouloir prendre en charge ! Les travailleurs qui ne voudront pas perdre sur leur salaire devront venir travailler même malades ! Une véritable attaque au droit d'être en arrêt maladie !

Comme si cela ne suffisait pas, ce gouvernement a pour projet d'expulser des HLM, les foyers dont les revenus seraient au-dessus des critères des offres de logement social, au lieu de planifier et organiser la construction des logements qui manquent.

Faire les poches des travailleurs,

c'est aussi s'en prendre aux fonctionnaires. D'abord en réformant leur statut : on parle de « lever un tabou » en introduisant la possibilité de licenciement. Dans ce secteur du service à la population, le manque de personnel est désastreux. Les catégories A, B, C. sont mises en question. Changer de catégorie en passant des concours est un moyen d'augmenter sensiblement son salaire. Enlever cette possibilité aux fonctionnaires, c'est les confiner en catégorie C et ne pas avoir à augmenter les salaires. La rémunération sera au « mérite ».

Pour justifier toutes ces attaques,

le gouvernement met en avant un déficit de 3 100 milliards d'euros. Le système capitaliste est en crise, mais ce sont les travailleurs qui devraient payer pour la crise de leur système ? Ceux qui ont vidé les caisses de l'État, ce sont les grandes entreprises qui ont empoché chaque année 200 milliards d'euros en aides, subventions, exonérations diverses. Ce sont les milliards offerts aux industriels de l'armement.

Les travailleurs n'ont pas à payer pour un déficit et pour des dettes qui ont été faites au profit des capitalistes.

Nestlé : le profit à tout prix

Après plusieurs enquêtes, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), a remis au ministère de la Santé, une note disant que la qualité sanitaire des eaux du groupe Nestlé (Perrier, Contrex, Vittel, Hépar...) n'est pas garantie. Elles seraient contaminées par des pesticides et des bactéries d'origine fécale.

Depuis plus de trois ans, Nestlé organisait l'opacité autour de la qualité de ses eaux. Il a même obtenu que le gouvernement français assouplisse la réglementation dans la plus grande discrétion.

Pour être appelées « minérales » ou « de source », les eaux ne doivent pas subir de désinfection. Mais pour faire face à la dégradation de qualité des eaux,

les industriels recourent en toute discrétion à des traitements interdits. L'Anses considère que c'est le cas pour au moins 30 % des bouteilles d'eau vendues, dont la totalité de celles des marques commercialisées par Nestlé Waters. Quelle différence entre ces fausses eaux minérales et les eaux rendues potables par traitement ? Le prix bien sûr ! Que ne feraient pas les capita-

listes pour gagner plus d'argent ?

En 2022, Nestlé était mis en cause pour des contaminations par des bactéries d'origine fécale suite à la consommation de pizzas qu'elle produisait sous la marque Buitoni à l'usine de Caudry. Cette contamination a provoqué le décès de deux enfants en France.

ExxonMobil : des milliards et des licenciements

ExxonMobil, le géant, premier pétrolier des États-Unis, veut fermer l'un de ses sites d'usines pétrochimiques en Normandie. Ce sont 677 postes qui sont menacés.

Le groupe a réalisé entre début 2022 et fin 2023 un bénéfice net de 92 milliards de dollars ! ExxonMobil aujourd'hui justifie sa volonté de licencier en citant une perte de 500 millions de

dollars en France depuis 2018... Les plus grandes entreprises se servent de la crise pour licencier massivement, ce qui leur permet de verser plus de dividendes à leurs actionnaires. D'un côté, les

capitaux des capitalistes deviennent colossaux, de l'autre, la masse des ouvriers devient de plus en plus pauvre.

Martinique

Coupures d'eau

Depuis quelques semaines, il y a régulièrement des coupures d'eau courante dans le centre de l'île, en particulier dans la commune de Schœlcher.

Les habitants concernés témoignent de coupures longues pouvant durer 48 heures. Et lorsque l'eau courante est rétablie, elle est ensuite coupée dans la jour-

née.

La société qui s'occupe du réseau d'eau courante dans le centre, Odyssi, déclare ne pas avoir assez d'eau dans ses réservoirs à cause de la sécheresse. En effet, la période actuelle est marquée par de faibles précipitations.

Cependant, Odyssi omet d'ajou-

ter que le réseau d'eau se dégrade un peu plus chaque année. Une partie de l'eau est perdue à cause du mauvais état des tuyaux.

La période de sécheresse arrive chaque année durant les mois de mars et avril. La baisse de précipitations n'est donc pas une surprise. Pourtant aucune mesure

n'a été prise pour améliorer le réseau afin de pallier le manque d'eau courante durant cette période.

De plus, laisser le réseau se dégrader pourrait aggraver le problème d'acheminement de l'eau et le transformer, à l'avenir, en problème permanent.

Guadeloupe

Repas des travailleurs de la banane

Le samedi 13 avril, les travailleurs de la banane ont organisé une vente de repas au local de Capesterre-Belle-Eau.

Il y a eu 189 repas vendus. L'argent recueilli permettra de ren-

flouer les caisses de leur syndicat CGTG. C'est bien ! L'argent, n'est-il pas le nerf de la guerre ?

Un chapiteau fut installé à l'extérieur avec des tables et des chaises de sorte que ceux qui

voulaient manger sur place pouvaient le faire.

Les camarades des différentes plantations ont pu se rencontrer et échanger dans une ambiance conviviale. Quelques travailleurs

d'autres secteurs étaient au rendez-vous. Un bon moment de convivialité !

C'est un encouragement à remettre le couvert l'année prochaine.

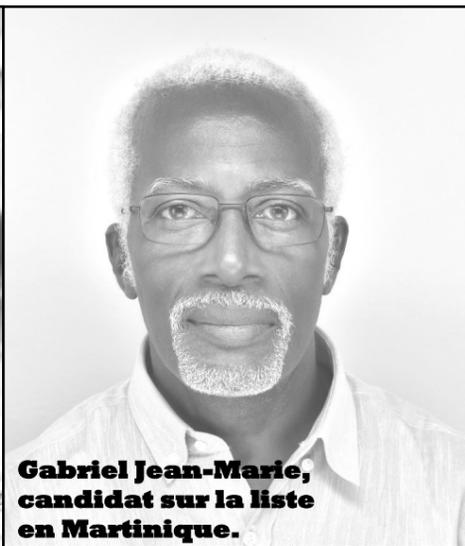
Élections européennes du 8 juin 2024

La liste « Lutte ouvrière - Le camp des travailleurs », une liste communiste révolutionnaire internationaliste

Ouvriers sur les chaînes de production, des entrepôts et des chantiers, employés dans le commerce, dans des bureaux, travailleurs de la santé, de l'éducation ou des transports, ouvriers agricoles de la banane, nous avons tous les mêmes intérêts, quelle que soit notre origine, couleur de peau ou nationalité.



Nathalie Arthaud, tête de liste, avec Jean-Pierre Mercier, candidat.



Gabriel Jean-Marie, candidat sur la liste en Martinique.



Jean-Marie Nomertin, candidat sur la liste en Guadeloupe.

Nous devons faire face à la rapacité patronale, aux attaques contre les salaires, les emplois, la retraite, le logement...

Nous devons non seulement nous battre pour défendre nos conditions d'existence, mais aussi pour renverser la dictature de la classe capitaliste qui détient les principaux groupes industriels, commerciaux et financiers et a ainsi les moyens d'imposer ses diktats au gouvernement et à toute la société.

Cette minorité de parasites irresponsables se soucie exclusivement d'accumuler toujours plus de profits. Tant pis pour la planète et ses ressources ! Tant pis pour la crise climatique ! Et tant pis aussi si la guerre économique entre ces capitalistes finit par entraîner tous les peuples dans une généralisation des affrontements qui ensanglantent déjà l'Ukraine, le Moyen-Orient, l'Afrique et bien d'autres ré-

gions du monde.

Ce n'est pas l'Union européenne qui s'opposera à cette évolution catastrophique car elle a été bâtie par et pour les capitalistes. Leur but était de construire un marché commun sur lequel ils continueraient d'être en concurrence, et qui leur permettrait d'affronter la concurrence des États-Unis ou de la Chine. Tout cela s'est fait, bien sûr, sur la base de l'exploitation des travailleurs, ce qui fait de l'UE une machine de guerre contre nos conditions d'existence.

L'Union européenne était au moins censée garantir la paix en Europe. Cela n'a jamais été vrai, et on voit ce qu'il en est aujourd'hui alors que l'UE se met en ordre de bataille pour mener la guerre contre la Russie ! Exactement comme nous n'avons rien à attendre de l'État français et du gouvernement, dévoués à la grande bourgeoisie et à son sys-

tème, le monde du travail n'a que des coups à attendre de cette institution capitaliste. Le fond du problème est que le capitalisme, système de plus en plus fou, conduit l'humanité à la catastrophe, il doit être renversé !

Profitons de ces élections pour affirmer le plus nombreux possible que les travailleurs, qui font tourner toute la société, ont la force et la capacité de la diriger ! Ceux qui n'ont aucun privilège à défendre dans cette société sont la seule force capable de la réorganiser sur des bases collectives en fonction de l'intérêt général.

Il faut dénoncer le piège tendu par les démagogues qui utilisent les immigrés comme boucs émissaires, et qui ciblent aussi l'Europe pour prôner le repli national et cacher les véritables responsables : la grande bourgeoisie qui dirige et domine la société au travers de l'exploita-

tion des hommes et de la planète.

À l'Europe capitaliste, à la Caraïbe capitaliste nous opposerons la perspective de l'Europe des travailleurs et des États-Unis socialistes d'Europe et de la Caraïbe. Face au nationalisme, nous défendrons l'internationalisme ouvrier. Face aux drapeaux français et européen des capitalistes, face aux drapeaux des États de la Caraïbe nous brandirons le drapeau rouge, celui des travailleurs.

Ces élections, pas plus que les autres, ne permettront aux travailleurs de changer leur sort. Mais elles sont une occasion de s'exprimer, de dénoncer la faillite du capitalisme et de défendre un autre avenir. Soyons le plus nombreux possible à le faire avec la liste Lutte ouvrière.

Dans les entreprises

La voix des Communistes (Abymes)

Le ticket malbouffe...

La collectivité a proposé des tickets restaurant à 4 € l'unité. Jamais on n'aura vu dans les entreprises et les collectivités des tickets restaurant aussi bas ! Même un sandwich complet ne coûte pas 4 €. Peut-être une petite part de frites. Et encore. Bonjour la malbouffe...

... et à temps partiel

En plus, le ticket sera attribué trois jours par semaine au lieu de

cinq jours. Ce serait pratique si l'être humain pouvait manger un jour sur deux, travailler un jour sur deux, dormir un jour sur deux, aller aux WC un jour sur deux...

Chantiers en lutte (Martinique)

Patrons magouilleurs et profiteurs

Certains patrons du BTP se comportent comme de véritables voleurs vis-à-vis de leurs salariés. Le dernier cas en date, c'est celui d'un ouvrier qui exerce la fonction de chef de chantier et n'est payé qu'au statut d'ETAM

catégorie A, avec un salaire fixe mensuel de 1428,26 euros net. Donc, rien à voir avec le statut de chef de chantier. Autrement dit, cet ouvrier touche un salaire mensuel équivalent au salaire d'un ouvrier manœuvre...

Cela s'appelle de l'arnaque

...Sur cette même grille du BTP, par exemple, le chef d'équipe 2 (CE2) qui est pourtant d'une qualification inférieure au chef de chantier touche un salaire mensuel de 2093,24 € net. Le salarié concerné se retrouve avec une perte de salaire de plus 664,98 € net par mois. Et, cette

somme reste dans les poches de son patron. C'est un véritable vol qui est orchestré par ce patron.

Écho des hôpitaux (Guadeloupe)

Feu au CHU

De nouveau un incendie dans le service technique de l'hôpital. La direction parle d'un défaut d'ordinateur. La Sécurité parle d'incendie dans les détritiques qui encombrant le service. Que dit l'expertise ? De toute façon, la question est : que font des détritiques stockés à ce niveau ?

Portugal

Il y a 50 ans : la « révolution des œillets »

Le 25 avril 1974, bien avant les premières lueurs du jour, de jeunes officiers du Mouvement des Forces Armées (MFA) mettent leurs troupes en marche vers Lisbonne. Les militaires s'emparent de chaque point stratégique du pouvoir.

En milieu d'après-midi ils nomment en tant que président le général Spínola, mettant ainsi fin à la dictature de Salazar qui durait depuis 48 ans au Portugal.

Le Portugal vivait sous une dictature depuis 1926. Une dictature policière qui était dirigée par Salazar puis par son successeur Marcelo Caetano.

Quelle était la situation ?

En 1974 le pays était l'un des plus pauvres en Europe et l'inflation y était la plus marquée. Pour maintenir ses possessions coloniales, il s'enlisait dans des guerres contre les mouvements indépendantistes comme en Angola ou au Mozambique : en 1973, 43 % du budget de l'État était officiellement consacré aux guerres des colonies. Les hommes avaient l'obligation de s'enrôler dans un service militaire de quatre ans. Les désertions étaient courantes et se comptaient au fil des ans en centaines de milliers.

Face aux pertes considérables liées aux guerres coloniales, les officiers de l'armée demandèrent des solutions politiques à Marcelo Caetano. Le régime était incapable de tout compromis. En 1973, une partie des officiers subalternes, issus de la petite bourgeoisie portugaise, organisa alors le Mouvement des Forces Armées (MFA) à l'origine du

putsch du 25 avril.

En février 1974, le vice-chef des Armées, António de Spínola, s'opposa publiquement au pouvoir en place, en publiant "Le Portugal et l'avenir". Il fut l'homme choisi par la bourgeoisie pour prendre la tête du pouvoir.

Le 25 avril, la nouvelle junte militaire au pouvoir promettait la mise en place d'une démocratie bourgeoise avec l'organisation future d'élections libres. Elle promit également la sortie de la crise coloniale. La décolonisation était complète en 1975.

Intervention de la population

La chute du régime de Caetano mit toute la population en mouvement. Les grèves, les manifestations, les occupations de logements, de grandes propriétés et d'usines en amenèrent beaucoup à s'engager politiquement et syndicalement. La politique pénétra aussi les casernes.

Les mesures pour freiner cet élan de la population ne se firent pas attendre. Par exemple les putschistes avaient voulu, dès le début des opérations, freiner la révolte des masses populaires. Toute la journée du 25 avril des messages, diffusés à la radio par la junte militaire ordonnaient à la population de rester calfeutrée chez elle. Les foules enthousiastes descendirent quand



Manifestation à Porto le 17 mai 1975, « Vive les occupations ! ».

même dans les rues pour manifester. Elles essuyèrent les tirs de la police du régime dictatorial qui firent 6 morts.

Le gouvernement provisoire était constitué du MFA et de partis sortis de la clandestinité : le Parti Communiste et le Parti Socialiste, avec l'assentiment de la classe bourgeoise. Loin d'appuyer les initiatives révolutionnaires, le Parti Communiste sera en réalité admis dans les rangs du gouvernement pour tenir en main la classe ouvrière. Le parti implanté dans cette classe fera en sorte de faire reprendre le travail et de modérer les revendications.

Des révoltes continuèrent durant près de deux ans, jusqu'au 25 novembre 1975 où se consolida l'alliance des militaires et des partis au gouvernement. Ils mirent fin à la politisation des ouvriers, des paysans et des soldats du rang et firent rentrer l'armée dans les casernes.

Le coup d'État du 25 avril 1974, appelé « la révolution des œillets », créa une ouverture pour les exploités qui tentèrent de se mobiliser pour leurs propres intérêts. Sans l'émergence d'une véritable avant-garde révolutionnaire capable de mener la lutte, l'élan de la classe laborieuse fut finalement neutralisé.

Haiti

Un conseil présidentiel contre les intérêts des masses pauvres

L'arrêté de création du conseil présidentiel de sept membres a été publié le 12 avril à Port-au-Prince.

Dans les coulisses de la CARICOM et des ambassades il y a de l'agitation et des tractations. Le Premier ministre français Attal et le Premier ministre canadien Trudeau ont annoncé leur soutien à ce conseil et appellent au déploiement rapide d'une force militaire de soutien en Haïti.

S'il y a des noms de personnalités, une proposition de désignation de premier ministre voire un calendrier de mise en place, rien n'est concret du côté de ce conseil. Et rien n'est accepté du côté des gangs. Le chef de gang « Barbecue » intervient sur les

réseaux avec de nouvelles invectives et menaces contre cet assemblage de conseil présidentiel.

Dans le même temps, il affirme assurer la sécurité de la population dans la période à venir avec son projet « Vivre ensemble ». De belles paroles, là aussi sans résultat. Il n'y a pas de trêve dans les attaques des gangs sur la population des quartiers dans la capitale. Par exemple, à Mariani, un chef de gang (Tibout Ba) a saisi la station service du quartier, ses hommes de main la sécurisent et c'est lui qui vend les carburants aux camionnettes

et aux mototaxis au prix fort.

Quant à Guy Philippe, ses intérêts sont relayés sur les radios qui tendent le micro à ses partisans. Ils demandent l'arbitrage de la cour de Cassation pour le mettre en place comme président. Quelques dizaines de ses partisans ont manifesté à Port-au-Prince le 14 avril avec ce slogan.

Sur la zone industrielle quelques entreprises ont ouvert leurs portes, les ouvriers à bout de ressources sont obligés d'y retourner malgré les dangers pour y

trimer pour un salaire de quelques centaines de gourdes.

Les représentants des États, les politiciens d'Haïti, les chefs de gangs, tous parlent au nom du peuple, tous parlent de défendre les intérêts du peuple. Ce sont les mêmes qui sont au-devant de la scène depuis des années avec leurs déclarations populistes, leurs promesses, leurs calendriers de réalisations. Pour la population laborieuse, prise au piège, il n'y a pas d'amélioration à attendre de ces hommes-là.

Après la mort de Maryse Condé

La talentueuse et prolifique écrivaine guadeloupéenne, Maryse Condé, est décédée le 2 avril 2024. Et depuis, une importante série d'hommages et même un hommage national français lui ont été dédiés. Au regard de l'œuvre accomplie c'est justifié.

Il est même question, sur proposition d'Ary Chalus, de rebaptiser l'aéroport Pôle Caraïbes en aéroport Maryse Condé. Certains ont déjà exprimé leur doute sur cette nouvelle dénomination. La Guadeloupe ne manque pas de héros, morts en combattant pour la liberté. Les célèbres combattants anti esclavagistes Delgrès, Ignace, Massoteau, la

mulâtresse Solitude, et beaucoup d'autres, tel Jacques Nestor, tués en plein combat des 26 et 27 mai 1802 et en mai 67 auraient pu être choisis pour la nouvelle appellation de l'aéroport. Pourquoi pas ?

Certes, Maryse Condé à combattu à sa manière le colonialisme par son œuvre et ses déclarations. Le roman historique

« Ségou », pour beaucoup son meilleur livre, revient à nos lointaines ascendances africaines, à la traite et l'esclavage. C'est une œuvre mémorielle comme d'autres livres. Maryse Condé est une grande écrivaine. Cependant dans ses déclarations indépendantistes, comme bon nombre d'intellectuels noirs antillais ou africains, elle épousait

l'idéologie nationaliste. Pour elle, la question essentielle de l'émancipation du prolétariat, des travailleurs et des pauvres n'était pas mise au premier plan. C'est la critique que nous formulons aux personnalités du monde artistique et littéraire et aux intellectuels en général membres de la classe petite bourgeoise aisée.

Nouvelle-Calédonie

Vive la lutte du peuple Kanak !

En Nouvelle Calédonie, la communauté Kanak a organisé ces jours derniers de puissantes manifestations. Il s'agit pour eux de protester contre le projet du gouvernement d'autoriser le vote des personnes ayant vécu 10 ans dans le pays.

Le samedi 13 avril plus de 20 000 manifestants kanaks favorables à l'indépendance ont manifesté. Le même jour, le cortège des non indépendantistes, les « loyalistes » ont organisé une aussi importante manifestation selon la presse officielle.

Le colonialisme français a toujours pu s'offrir une majorité aux référendums sur l'indépendance du pays en ayant soutenu de nouvelles colonisations de peuplement. En effet la plupart des nouveaux votants sont des

Blancs européens pour la plupart et hostiles à l'indépendance de la Nouvelle Calédonie. Naguère, c'est le Premier ministre de De Gaulle, Messmer, qui avait organisé une nouvelle colonie de peuplement en facilitant l'arrivée de Blancs, dont beaucoup des pieds noirs issus d'Algérie.

La population kanak qui a boycotté le dernier référendum n'a pas l'intention d'en rester là. Elle veut poursuivre sa lutte pour l'indépendance, le respect



Manifestation des Kanaks le 13 avril.

et sa dignité. Ce peuple a en effet été bafoué et méprisé trop longtemps. Aujourd'hui ils di-

sent encore une fois « stop » « ça suffit » au colonialisme français.

Guadeloupe

Psychiatrie : un constat, mais pas de solution

La Haute Autorité de Santé (HAS) n'a pas renouvelé la certification de l'EPSM (Établissement public de santé mentale) de Saint-Claude. Une décision qui d'après la directrice pourrait diminuer les dotations allouées à l'établissement.

Après inspection, la HAS a pu estimer que la qualité des soins était insuffisante. Il y a de gros soucis concernant la sécurité et les soins, le stockage des médicaments, la traçabilité... Dans son rapport elle souligne par exemple le cas des chambres d'isolement : « il n'y a dans ces

chambres aucun mobilier adapté (table et chaise) pour que le patient puisse s'asseoir ou manger dans des conditions satisfaisantes ». Le rapport parle également du manque d'intimité avec des espaces pour les patients à la vue de tous, une chambre utilisée malgré une odeur d'urine

persistante, des chambres sans système d'appel malade et sans accès à la lumière. Le rapport rappelle de nombreuses fois des problèmes d'atteinte à la dignité des patients.

En revanche ce qui n'est pas signalé dans ce rapport, c'est le manque criant de moyens pour

faire fonctionner l'établissement. Ainsi que le manque criant d'infrastructures dans l'archipel pour prendre en charge dignement les patients atteints de problèmes psychiatriques ! Les agents des services, eux, sont déjà montés au créneau pour alerter sur la situation.

France

Super profits versus régime sec

Les plus grandes entreprises françaises ont réalisé des profits records en 2023. Depuis des années, leurs bénéfices annuels augmentent systématiquement, si on excepte l'année 2020 marquée par le Covid. Les quarante plus importantes ont réalisé 153,6 milliards de bénéfice net en 2023, soit 11,6 milliards de plus qu'en 2022. Total Énergies

détient le record, avec 20 milliards de profit, suivie de près par Stellantis, 19 milliards, et ainsi de suite. Le profit provient de ce que Marx dénommait la plus value, soit la valeur ajoutée par le travail des ouvriers au capital investi dans la production. À cela s'ajoute une partie importante d'argent public distribuée par l'État sous forme de

subventions, et aides de toutes sortes. Les actionnaires de ces sociétés ont engrangé 67,8 milliards de dividendes, sans autre effort à fournir que de vérifier sur leurs écrans la croissance de leur fortune.

En 2023 le déficit budgétaire de la France s'élève à 154 milliards d'euros, dont une bonne part se retrouve dans les bénéfices des

dites sociétés. Sous prétexte de réduire ce déficit, le gouvernement poursuit ses attaques tous azimuts contre les travailleurs, les chômeurs, les retraités. À eux de combler le déficit de l'État, alors qu'ils sont à la source des profits réalisés par ces entreprises capitalistes. Est-ce que ce système ne marche pas sur la tête ?

PREMIER MAI 2024 : TOUS MOBILISÉS, TOUS DANS LA RUE !

- En Guadeloupe : 8h30 aux Abymes (derrière le stade)

- En Martinique : 8h00 devant la Maison des syndicats (FdF)

Sainte-Lucie : la population manifeste et gagne

En Martinique, en Guadeloupe il y a eu plusieurs tentatives d'interdire l'accès au littoral à la population. Généralement celle-ci ne s'est pas laissée faire.

Le plus récent événement de ce type s'est déroulé sur l'île voisine de Sainte-Lucie. Des particuliers blancs ont acheté un hô-

tel en bord de mer et se sont approprié le littoral. Ils ont affiché une pancarte indiquant que la plage était désormais « privée et réservée à leurs clients » !

Cette décision a choqué beaucoup de monde. Des familles entières sont venues manifester devant l'hôtel. Elles ont pris

d'assaut la plage avec des pancartes de protestation écrites en anglais ou en créole disant : « La colonisation n'a jamais eu de conscience », ou « Cette plage est la mienne, je viendrai m'y baigner tous les jours. ». Il y avait bien une centaine de personnes, hommes, femmes, en-

fants, qui ont chanté, dansé sur la plage, dans la bonne humeur en criant des slogans : « Ici ce ne sont pas les États-Unis, c'est la Caraïbe ! ». Cette manifestation somme toute « bon-enfant » a été un succès. Les « voleurs de plage » indéliques ont quitté les lieux. L'union fait la force !

En Guadeloupe : Fête de Combat ouvrier, dimanche 5 mai de 12h à 20h, à l'Espace Dihal aux Abymes.

FÊTE ANNUELLE DE COMBAT OUVRIER




Dimanche 5 mai 2024 de 12h à 20h à l'espace Dihal aux Abymes

Participation aux frais : 25 € Tarif enfant : 15 €

PROGRAMME

La fête se déroulera le dimanche 5 mai, de 12h à 20h, dans le cadre champêtre de l'espace Dihal aux Abymes (plan à la fin de ce programme).

La carte que vous proposent dès maintenant nos militants sera demandée à l'entrée.

Menu

Entrées
Salade de banane plantain
Farandole de crudités
Plats
Gigot d'agneau aux petits légumes
OU
Fricassé de chatrou
OU
Grillades diverses
Accompagnements
Riz Djondjon
Riz giromon
Légumes vapeur
Dessert
Glace An Nou
Vin, café...

12h Ouverture de la fête au son du « ka ». Apéritif.
12h30 Repas champêtre.
14h30 Allocutions.
15h Animations artistiques et musicales, cours de salsa.
15h30 Début du forum.
16h Début du bal titane.
20h Clôture de la fête.

ESPACE FORUM

15h30 Forum de Combat ouvrier suivi d'un débat : Haïti - Entre la violence des gangs et celle de l'impérialisme !
17h00 Combat ouvrier sur la liste de Lutte ouvrière, conduite par Nathalie Arthaud, aux élections européennes avec les candidats Jean-Marie Nomertin en Guadeloupe et Gabriel Jean-Marie en Martinique.

Tout au long de la fête vous pourrez :

Consulter nos panneaux sur l'activité de nos camarades dans les entreprises, sur nos positions politiques

Vous entretenir avec nos camarades sur la politique, la vie, l'activité de Combat ouvrier

Déguster accras, gâteaux, chodo... à cet effet

Participer aux différents débats et forums de discussion

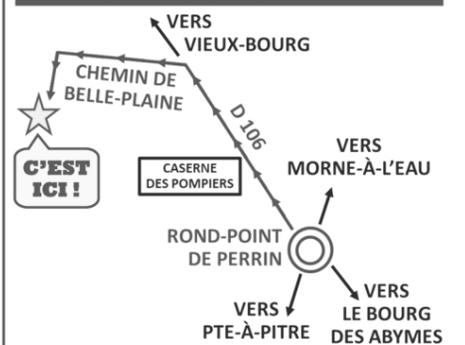
À partir de 16h, danser jusqu'à 20h

Commander des boissons au bar

Laisser vos enfants s'amuser : jeux de société, s'exercer au tir...

Acheter et consulter livres, brochures et documents à la librairie de la fête

PLAN D'ACCÈS À LA FÊTE



Alors à tous, rendez-vous dimanche 5 mai pour passer un moment agréable !

POUR NOUS CONTACTER

Téléphones : 0690.53.30.24 ou 0690.63.39.01
Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

En Martinique : Déjeuner de soutien à Combat ouvrier, dimanche 28 avril à l'ESAT de Rivière l'Or, Saint-Joseph.

COMBAT OUVRIER

BP 821. 97258 FORT DE FRANCE CEDEX. <https://combat-ouvrier.com>
Mail : redaction@combat-ouvrier.com Tél. : +596 696 26 56 18

DÉJEUNER de SOUTIEN

Dimanche 28 avril 2024
de 12 heures à 19 heures
ESAT, Rivière l'Or, St-Joseph

Comment s'y rendre

Prendre la route de Ravine Vilaine (D47),
Passer le giratoire de Plateau Tiberge,
puis direction Rivière-l'Or

PROGRAMME

12H00 - 12H30 : Pot d'accueil

12H30 - 14H30 Repas en musique

14H30 Allocution

14H-45 15H45 Conférence-débat avec Victor PERMAL, Plasticien.

« la peinture, expression d'une liberté créatrice... ».

16H-17H Enchantement musical avec les artistes

17H-19H Détente et danse avec le DJ BELLONE

Participation: 25 €

Menu

Buffet froid : Tartes et crudités
Buffet chaud : Coq au vin ou Dorade Marinée, Gratin, riz blanc et djon djon.
Dessert : Assortiments sucrés, salade de fruits!

Le repas est servi avec un vin de table.
Boissons soft comprises.
Boissons alcoolisées vendues au bar à prix

Enchantement musical
• KA DU SUD Percussion
• VWA BEL DANM

17H-19H Détente et danse avec DJ BELLONE

VOUS POURREZ ÉGALEMENT :

- Acheter ou consulter livres brochures et documents présentés sur la table de lecture.
- Consulter nos panneaux-exposition sur nos positions politiques.
- Vous entretenir avec les militants sur la politique et l'actualité de COMBAT OUVRIER.
- Trouver un livre sympa à la « Foire aux livres » à 2 €

Demandez dès maintenant votre carte d'entrée aux militants.
Alors, Dimanche 28 avril 2024, soyez nombreux à l'ESAT

ABONNEMENT

12 MOIS :

Sous pli fermé 33 €

Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au journal **Combat ouvrier** pour une période de...mois.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS

Combat ouvrier

1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille -

97 128 GOYAVE - Guadeloupe,

Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs

1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille, 97128

GOYAVE—Guadeloupe

Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE

BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex

Tel : 0696 26 56 18

Composition - Impression Imp. ERAPRESS

Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>